

Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 17 novembre 2025

Le capitalisme ravage la planète, seuls les travailleurs peuvent la sauver

Les catastrophes se succèdent et s'accélèrent

La température s'emballe, les méga-feux dévorent des régions entières, les cyclones ravagent tout sur leur passage et les sécheresses détruisent les récoltes. Des catastrophes qui n'ont rien de naturel : derrière, se cache un capitalisme avide de profits qui engendre famines, migrations forcées et provoque la mort de millions de personnes parmi les plus vulnérables. Pendant ce temps, les gouvernants et chefs d'État, leurs capitalistes et leurs experts amusent la galerie. Chaque année se tient leur COP, on en est aujourd'hui à la trentième à Belém, sans que rien de fondamental ne change.

Et pour cause, ce spectacle repoussant et dérisoire est organisé par des pompiers pyromanes tout juste capables d'accuser les classes populaires de consommer mal, quand ce sont eux qui produisent n'importe quoi n'importe comment, nous empoisonnent et saccagent la planète. Quant aux plus riches, ils continuent tranquillement de traverser le monde en jet et émettent en quelques dizaines de minutes plus de CO₂ qu'un travailleur au cours de toute sa vie...

Macro, Lula : derrière les discours, les lobbies pollueurs

Macron se pose en champion du climat, mais a pris dans ses bagages un représentant de TotalEnergies, un des plus grands pollueurs de la planète. Lula, le président du Brésil qui accueille cette COP 30, promet de sauver la forêt amazonienne, mais ne fait rien de sérieux contre les coupes sauvages et les industriels qui la fragilisent, et a prévu des explorations pétrolières dans la baie de Rio...

Les dirigeants des États prétendent vouloir sauver la planète, mais ils sont sous la coupe des grands groupes capitalistes et valident les projets de nouveaux forages, de nouvelles mines, de nouvelles routes d'export ! Ils parlent de « transition écologique » pendant que la chasse au pétrole et au gaz se poursuit, et s'élargit désormais aux terres rares nécessaires aux batteries électriques... Une chasse aux minéraux qui provoque de nouvelles rivalités meurtrières, comme en République démocratique du Congo, où les différentes puissances impérialistes s'affrontent par populations locales interposées.

Le Pen, Trump : une démagogie anti-écolo pour servir les mêmes lobbies pollueurs !

De Trump à Le Pen, l'extrême droite s'élève contre une « écologie punitive » qui généreraient des taxes touchant avant tout les pauvres. Mais le premier à avoir multiplié les taxes, c'est bien Trump, pour des raisons qui ont tout à voir avec la préservation des profits des capitalistes. Ce ne sont pas ceux qui dénoncent la crise climatique qui sont responsables des licenciements, mais les dirigeants de Stellantis et autres Arcelor-Mittal !

Les gouvernements des pays riches, comme en France, appliquent déjà la même politique que celle de l'extrême droite au pouvoir et dénoncent les migrants. Ce sont pourtant la misère et les famines générées par les catastrophes climatiques qui obligent des millions de personnes à chercher leur survie dans l'exil, sans parler des guerres et des génocides conséquences de la course au pétrole et aux minéraux des capitalistes.

Le climat et la biodiversité entre nos mains, pas entre celles des riches !

Ni Macron ni Lula, ni leurs opposants réactionnaires ne sauveront quoi que ce soit. Tant que quelques-uns décideront pour tous, tant que la course à l'accumulation primera sur les besoins humains, la planète continuera de sombrer.

- Il faut retirer aux possesseurs de capitaux ce droit aberrant de décider ce qui sera produit et dans quelles conditions.
- Il faut mettre un terme à une production orientée pour les profits de quelques-uns, et l'organiser en fonction de nos besoins.
- Si c'étaient les travailleurs qui prenaient en main l'organisation de la société, alors l'humanité irait mieux. Et la planète aussi !

Déshabiller Paul pour habiller Zac

A P3, les travaux liés au projet « all in one » ont augmenté le nombre d'intervenants en ZAC... du coup, nous manquons de tenues. Mais, plutôt que de racheter des tenues supplémentaires, on nous somme d'arrêter de « gaspiller » les tenues !

Une fois de plus, pour économiser des clopinettes, c'est aux travailleurs de subir les problèmes générés par l'organisation du travail. Pas de bras, pas de chocolat. Alors, pas de tenue, pas de travail !

C'est la lutte pour l'AG finale !

En production, la période des entretiens individuels approche. Et cette année, certains chefs commencent à nous demander de remplir le formulaire GPS en amont de l'entretien.

Ils ont probablement peur de se perdre... Mais nous, ne perdons pas le nord : à quoi bon s'impliquer dans cet outil qui ne fait que nous desservir puisqu'il permet à la direction de ne nous octroyer que des miettes, et encore, pas à tout le monde ?

Face à cette tentative de nous diviser en individualisant la question du salaire, groupons-nous et demain, arrachons des augmentations collectives !

Reste au rang à Noël

Beaucoup d'entre nous refusent de participer au repas de Noël cette année. Etonnant ? Pas tant que ça puisqu'il est organisé un samedi, en dehors du temps de travail. Nous donnons déjà une grande partie de notre temps à l'entreprise. Nous y sommes déjà 5 jours de la semaine. Alors, nous demander de nous rendre disponible un 6^{ème} jour : non merci ! Il ne nous reste déjà que le week-end pour profiter de notre famille, de nos amis, pour pratiquer nos loisirs et nous cultiver.

Plutôt que passer du temps en plus avec le patron, discutons ensemble du passage aux 4 jours de travail par semaine, à la répartition du travail entre tous et à comment s'assurer une vraie qualité de vie !

Le ministre de l'Intérieur n'a vraiment pas le sens de l'humour

Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a porté plainte contre Radio Nova et l'humoriste Pierre-Emmanuel Barré pour « des propos inqualifiables » tenus à l'antenne. Dans l'émission « La Dernière », Barré avait qualifié la police et la gendarmerie d'« institutions structurellement brutales, racistes et déresponsabilisantes » en comparant ces deux institutions « à Daech avec la sécurité de l'emploi ».

Suite à cette plainte du ministre la station de radio lui a répondu : « *Préserver la liberté de ceux qui font rire, c'est protéger la santé de notre démocratie. Radio Nova y est plus que tout attaché et n'acceptera aucune menace de quelque nature que ce soit sur ses humoristes et collaborateurs.* »

À bon entendeur...

Le Sénat veut flucher un peu plus les chômeurs

Le Sénat a renforcé l'arsenal de lutte contre la fraude aux allocations chômage en donnant à France Travail des outils pour vérifier le lieu de résidence des allocataires. L'opérateur public pourra ainsi consulter les relevés téléphoniques, ou encore interroger le fichier des compagnies aériennes. Cela ouvrirait alors la voie à une suspension conservatoire de toutes les allocations lorsque « plusieurs indices sérieux de manœuvres frauduleuses » sont observés.

Dans les faits, cela revient à introduire une forme de surveillance généralisée des demandeurs d'emploi assimilés à des fraudeurs potentiels, et plus particulièrement celles et ceux issus de l'immigration. Petit rappel : ce qu'on appelle la fraude sociale, c'est-à-dire la fraude aux cotisations sociales, aux prestations sociales et aux remboursements maladie, représente entre 9,6 et 11,7 milliards d'euros par an.

En comparaison, la fraude fiscale, celle qui concerne les plus riches et les grandes entreprises, se monte à entre 80 et 100 milliards d'euros, soit environ dix fois plus. Ce qui n'empêche pas le Sénat, largement dominé par la droite, de s'en prendre avec véhémence à la première, qui concerne les plus précaires, mais de tout faire pour ignorer la seconde et épargner les grandes fortunes.

Le business du génocide

D'après le *Wall Street Journal*, depuis octobre 2023, le gouvernement des États-Unis a approuvé plus de 32 milliards de dollars en ventes d'armes, de munitions et d'équipements à Israël. Ces ventes ont généré des profits historiques pour les entreprises américaines, comme Boeing qui a conclu un contrat de 18,8 milliards de dollars pour la vente d'avions F-15.

Tout cela est financé en grande partie par de l'argent public via un fonds dédié (le Foreign Military Financing).

Les profiteurs de guerre amassent des fortunes avec le sang et la peau des Palestiniens : il faut que cela cesse !

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA